
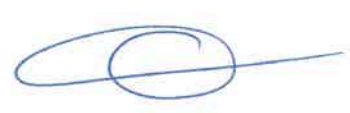
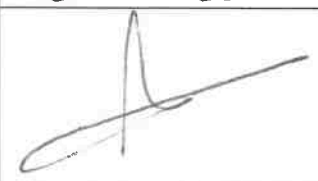




# Notification de cessation d'activité d'une installation de traitement de laitiers au 30 juin 2025

## Installation soumise à Autorisation

Rédaction	Revue	Approbation
LAUGIER V.	CLERC G.	ROBIC L.
Assistante QSE	Responsable QSE	Directeur site
19/12/2024	23/12/2024	08/01/25
		

# Sommaire

I – Notification de cessation d’activité.....	4
II – Mise à l’arrêt définitif .....	5
III – Evacuation des produits dangereux et gestion des déchets.....	5
IV – Interdiction ou limitation des accès .....	5
V – Suppression des risques d’incendie et d’explosion .....	6
VI – Surveillance des effets de l’installation sur son environnement.....	6
VII – Attestation de mise en sécurité et suite de la procédure.....	6

# Documents de référence

## Arrêté Préfectoral n°17-01584

Autorisant la société TMS International France à exploiter une installation de traitement de laitiers sur le territoire de la commune de Riom (63200) – Parcelle cadastrale YK259

### Dont article 1.6.6. CESSATION D'ACTIVITE

« Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-74 du code de l'environnement, pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5, l'usage à prendre en compte est un **usage industriel ou artisanal**.

Lorsqu'une installation classée est mise à l'**arrêt définitif**, l'exploitant **notifie** au préfet la date de cet arrêt **trois mois / six mois (cas des installations de stockage de déchets) au moins avant** celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur déterminé selon le(s) usage(s) prévu(s) au premier alinéa du présent article, aux dispositions du code de l'environnement applicables à la date de cessation d'activité des installations et prenant en compte tant les dispositions de la section 1 du Livre V du Titre I du chapitre II du Code de l'Environnement, que celles de la section 8 du chapitre V du même titre et du même livre. »

## Arrêté Préfectoral n°20211369

Portant modifications des conditions d'exploitation de l'installation de traitement de laitiers exploitée par la société TMS International France sur le territoire de la commune de Riom (63200) – Parcelle cadastrale YK259

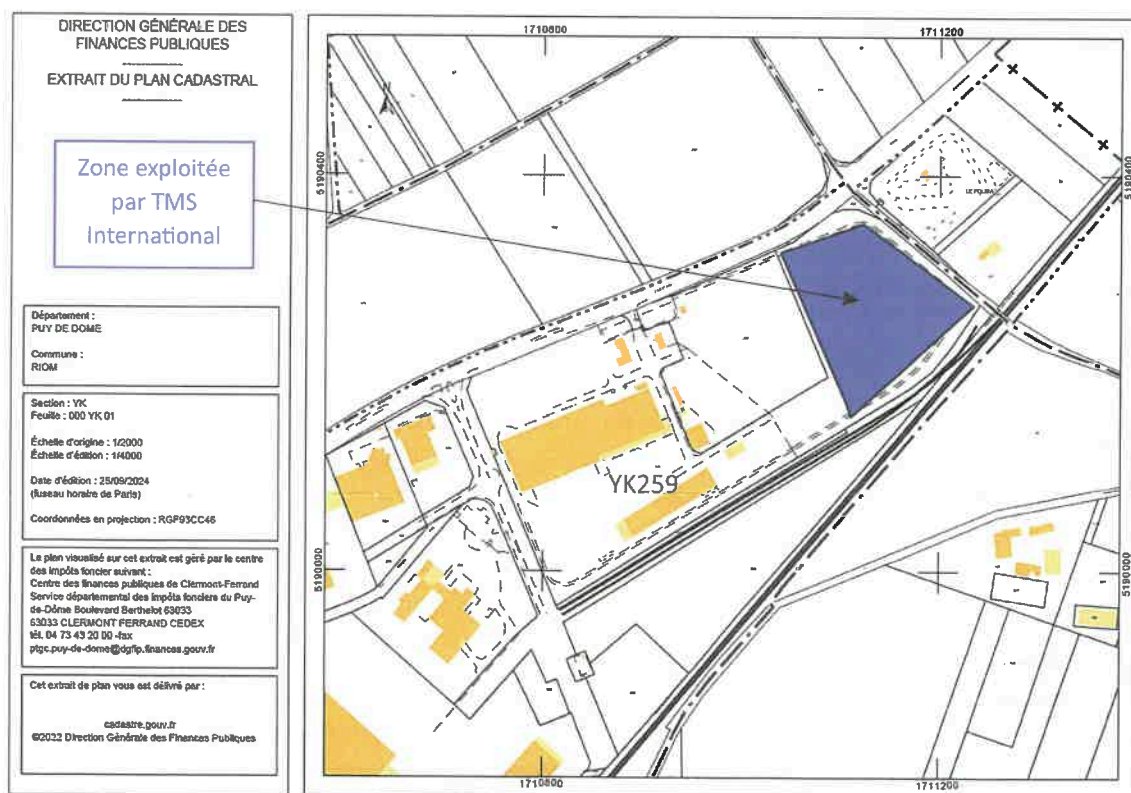
## I – Notification de cessation d'activité

La société TMS International, dont le siège social est situé Rue Galilée 59760 GRANDE SYNTHÉ, déclare cesser l'exploitation au 30 juin 2025, de l'installation de traitement de laitiers, soumise à Autorisation sous les rubriques :

- n°2716 Installation de transit, regroupement, tri ou préparation de déchets non dangereux non inertes,
- n°2791 Installation de traitement de déchets non dangereux,
- n°3532 Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes,

autorisée par les arrêtés préfectoraux 17-01584 et 20211369. Cette zone est située avenue Hector Berlioz 63200 RIOM et représente 20 000m<sup>2</sup> de la parcelle cadastrale YK259 appartenant à la société Immo Trans.

### Situation de la zone :



## II – Mise à l'arrêt définitif

La mise à l'arrêt définitif de l'installation sera effective à l'évacuation totale des laitiers et co-produits d'aciérie de la zone d'exploitation ainsi que les métaux retirés de ces matières. Dès l'arrêt définitif de l'installation, prévu au 30 juin 2025, TMS International procèdera à la mise en sécurité. Les mesures de mises en sécurité sont précisées dans les paragraphes suivants et consistent en (extrait de l'article R512-75-1 du code de l'Environnement) :

- 1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;
- 2° Des interdictions ou limitations d'accès ;
- 3° La suppression des risques d'incendies et d'explosion ;
- 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.

## III – Evacuation des produits dangereux et gestion des déchets

La fin des opérations de criblage et de démétallisation, ainsi que l'évacuation de la totalité des matériaux reçus sur site sous statut de déchets (10.02.02 et 16 11 04) sous forme de matériaux valorisables et métaux, constituent la mise à l'arrêt définitif de l'installation.

Les autres produits dangereux et les déchets présents sur site ne sont dus qu'à l'entretien et l'usage des machines et engins de chantier dont certains seront nécessaires aux opérations de remise en état du site. Ceux-ci seront donc évacués du site lorsque leur usage ne sera plus requis.

## IV – Interdiction ou limitation des accès

La zone est située à l'intérieur d'une parcelle entièrement clôturée, exploitée et/ou sous louée par la société ATR. Cette mesure permet la limitation des accès à la zone concernée au public. TMS International restera locataire auprès d'ATR de la parcelle jusqu'à ce que la cessation d'activité soit achevée pour assurer la limitation d'accès et prévenir un usage temporaire de la zone.

## V – Suppression des risques d’incendie et d’explosion

Le risque d’incendie et d’explosion est lié :

- A l’usage de produits d’entretien dont certains sont inflammables ainsi qu’à la présence d’une cuve de gasoil non routier de 200L pour l’utilisation des engins de chantiers. Ce risque restera présent jusqu’à la fin des opérations de remise en état du site.
- Aux installations électriques en place alimentant les bureaux, vestiaires, réfectoire et maintenance. Ces zones doivent restées alimentées jusqu’à ce que leur usage ne soit plus nécessaire.

La protection incendie définie dans l’arrêté préfectoral d’autorisation restera donc en place tant que son usage sera nécessaire.

## VI – Surveillance des effets de l’installation sur son environnement

- Les laitiers et co-produits d’aciérie ne seront plus présents sur le site et il n’y aura plus d’opération susceptible de générer de la poussière : criblage, concassage. Il ne sera donc plus nécessaire de poursuivre les campagnes de surveillance d’envol de poussières.
- En ce qui concerne le bruit, les opérations de traitement et de chargement seront terminées il n’y aura plus d’activité bruyante.
- Concernant les effluents, la pente du terrain canalise les effluents jusqu’au bassin d’orage. Les effluents potentiellement pollués par le ruissellement sur les sols seront contenus dans le bassin d’orage qui sera vidangé à la fin des opérations de remise en état du site ou à son démantèlement. Avant vidange, des analyses seront effectuées pour identifier si ces effluents devront être traités comme des déchets dangereux ou non dangereux.

## VII – Attestation de mise en sécurité et suite de la procédure

Dès que les mesures de mise en sécurité auront été mises en place, TMS International le fera attester par une entreprise certifiée, comme prévu à l’article R512-46-25 du code de l’Environnement. L’attestation sera transmise à l’inspection des installations classées. TMS International procédera ensuite, avec l’aide d’une entreprise certifiée à l’élaboration du mémoire de réhabilitation pour définir les actions à entreprendre pour placer le terrain dans un état permettant l’usage futur de la zone à un usage industriel, comme prévu à l’article 1.6.6 de l’arrêté préfectoral 17-01584.